



## Contribution de Michel JOUVET

michel.jouvet.01@orange.fr

### Covid-19 Glanage 2 Approfondir et poursuivre la réflexion - 11.04.2020

*L'équipe du Conseil de développement recense diverses tribunes publiées dans la presse. Leur lecture est à la fois l'occasion de surprises et d'approfondissements de la réflexion*

*À la suite d'une 1ère contribution, « Bavardages sur le Covid-19 et après »,*

*[https://www.nantes-citoyennete.com/wp-content/uploads/2020/03/200327\\_Contrib\\_Jouvet.pdf](https://www.nantes-citoyennete.com/wp-content/uploads/2020/03/200327_Contrib_Jouvet.pdf)*

*j'ai essayé, en voyageant dans ces lectures mais aussi de quelques autres qui me sont propres, d'approfondir mes connaissances et ma réflexion. Au-delà des propos convenus, ce moment historique nous appelle à stimuler notre intelligence pour mieux comprendre la crise et essayer de nous projeter sur l'après Covid-19.*

*J'ai recensé un certain nombre d'impressions de lecture dans un texte intitulé Glanage 1*

*[https://www.nantes-citoyennete.com/wp-content/uploads/2020/04/200406\\_Contrib\\_Jouvet.pdf](https://www.nantes-citoyennete.com/wp-content/uploads/2020/04/200406_Contrib_Jouvet.pdf)*

*Et je livre ici un nouvel écrit... Glanage 2, pour la période du 4 au 11 avril, où j'ai essayé de capitaliser ce que je retiens d'essentiel, de manière... incomplète, subjective. L'exercice est difficile et j'ai le droit à l'erreur. C'est à chacun de réagir en la complétant : je vous incite au débat et à l'échange.*

### La période invite à la méditation et au recul

La crise du Coronavirus montre notre vulnérabilité et la nécessité de l'humilité. Nous ne devons pas laisser le virus, ni les écrans, envahir nos esprits. Restons mobilisés pour sauver des vies, attentifs à la beauté du monde avec l'arrivée du printemps. Continuons à nous intéresser au monde.

La bienveillance, confrontée aux peurs, aux méfiances, n'est pas une vertu répandue alors que nous en avons tant besoin. Le confinement, qui peut être domestiqué par la lecture, réveille l'importance de chercher un sens à la vie et à la mort pour prendre de la distance et, peut-être, trouver une forme de sagesse. C'est une opportunité pour effectuer un travail critique collectif car chacun est confronté aux mêmes interrogations.

Sachons suspendre nos guerres idéologiques pour décider des priorités. La difficulté n'est pas de développer de nouvelles idées mais de laisser les anciennes derrière nous. Sortons d'une pensée unique et ne nous contentons pas de lire les médias correspondants à nos sensibilités. Confrontons-nous à d'autres courants philosophiques, politiques, ...

Restons prudents, la crise étant derrière nous, que restera-t-il de nos velléités de repenser l'après covid-19 ? Après la « Libération » du confinement, les aurons-nous oubliées ? La santé restera-t-elle un bien commun ? L'histoire nous appelle à l'humilité dans ce domaine. La déclaration universelle des droits de l'homme, approuvée après 2 guerres mondiales dévastatrices, serait-elle aujourd'hui unanimement approuvée ?

## **La période est aussi celles des surprises de tous ordres**

Ma génération n'avait jamais connu une interruption aussi brutale de notre mode de vie. Les précédentes avaient connu les guerres mondiales... La pandémie est planétaire mais la priorité semble d'abord de se replier sur soi. Sommes-nous rentrés dans l'ère de la libre circulation des biens, des services et des capitaux ... et des virus ?

## **Comparer ce qui est comparable**

La comparaison sur l'efficacité de gestion de la crise entre les différents pays est très difficile quand des chiffres sont... faux, c'est le cas de la Chine, ou incomplets par exemple pour le nombre de personnes contaminées, de tests réalisés, de masques disponibles, ...

## **Le virus et l'homme, l'avenir de l'humanité**

### ***L'interdépendance et la vulnérabilité humaine apparaissent au grand jour***

Nicolas Hulot affirmait que la crise du Covid-19 était un ultimatum de la nature. Pour autant, d'autres voix écologistes importantes estiment que l'écologie seule ne suffit pas à expliquer la crise sanitaire. Et si l'humain était devenu plus vulnérable aux virus avec la diminution de son système immunitaire et la modification des modes de vie, les pollutions de toutes natures ?

Cette crise est aussi un révélateur, un accélérateur du monde qui vient, marqué par l'interdépendance des humains confrontés à un virus qui se joue des frontières. Au final, qui en seront les gagnants ou les perdants ? La Chine, l'Europe, les USA, le libéralisme, la démocratie, les populistes, le cyberspace ? Nul aujourd'hui ne le sait vraiment.

La Terre pourra-t-elle un jour se débarrasser de nous avec la plus petite de ses créatures ? Il est loin d'être évident que l'humanité disparaisse avec des pandémies naturelles quelles que soient leurs gravités. Les armes biologiques, la guerre nucléaire totale seront plus efficaces, de même que l'intelligence artificielle dont les capacités de contrôle de l'humanité peuvent être plus destructrices.

### ***Des représentations idéologiques des épidémies***

Dans l'imaginaire collectif occidental, les chauves-souris, aussi anciennes que les primates, sont des représentations du mal, damnées et effrayantes, avec la figure de Satan ou des vampires. Dans la sphère australienne, ce sont des animaux appréciés. Réconcilions-nous avec leurs remarquables résistances aux virus pour comprendre comment lutter contre ces mêmes virus.

Il y a eu un regard idéologique/de classe au XVIIIe siècle sur les épidémies : certains historiens et philosophes les considéraient comme provenant de la plèbe en éternelle putréfaction. Il en était de même pour la population carcérale (on parlait de la fièvre des geôles).

### ***L'antidote aux épidémies c'est la coopération internationale***

Le véritable antidote à l'épidémie c'est la coopération pas l'isolationnisme. Au XIVe siècle, la peste noire s'est répandue sans train ni voiture ni avion. On ne se protégera pas en fermant les frontières, la défiance mutuelle des États est un danger mortel : l'épidémie dans un pays menace tous les autres et, à ce titre, il faut aider les pays vulnérables. Personne ne gagnera seul. À défaut, attendons-nous à d'autres épidémies majeures.

L'internationalisation de l'information et des connaissances scientifiques, l'accès aux soins sont les meilleures barrières pour combattre les épidémies. En 1967, 15 millions de personnes avaient la variole, aujourd'hui, avec une vaccination généralisée sur la planète, la maladie est éradiquée.

Nous sommes confrontés à des choix capitaux pour le devenir du monde. Surveillance totalitaire avec contrôle numérique ou développement du pouvoir citoyen reposant sur l'intelligence civique ? L'isolement nationaliste ou la solidarité planétaire ?

## **La confiance et les peurs**

### ***Le terrible besoin de coupables et de sauveurs***

En France, si je meurs ce sera la faute de l'État qui ne m'a pas protégé. En Haïti, la défaillance de l'État et le sentiment de vivre en permanence au bord du gouffre et de la mort, obligent à compter d'abord sur soi-même et donnent à chaque individu une force décuplée.

Les haines envers les gouvernants tiennent lieu de condamnations sans jamais tenir compte des efforts déployés et en ignorant les difficultés d'agir face à un virus en grande partie méconnu.

Le professeur Didier Raoult arrive dans le peloton de tête des personnes dont les Français ont une opinion favorable. Quel que soit l'intérêt de ses prescriptions, c'est une figure de sauveur qui s'oppose aux élites médicales parisiennes. Pourtant, en urgence sanitaire, il devrait être possible de concilier éthique médicale et méthodologie fiable. Le directeur général de la santé, Jérôme Salomon, arrive-lui aussi en tête de ce peloton. Il a pourtant conseillé plusieurs ministres (Kouchner, Touraine) et inspiré le projet médical du candidat Emmanuel Macron à la présidence de la république : cherchez l'erreur.

Pour ¼ des Français correspondant à un électorat plutôt populiste, le virus relève d'un complot organisé.

### ***La communauté médicale et scientifique doit aussi s'interroger avec humilité sur ses responsabilités***

Le covid-19 a surpris les médecins et les scientifiques. Au départ de l'épidémie, beaucoup d'entre eux (parfois éminents et très présents aujourd'hui dans le débat médiatique) ont sous-évalué la dangerosité du covid-19 en le comparant à une sorte de grippe aggravée.

Pourtant, chaque jour nous constatons que ce virus est mal connu et que la recherche pour mieux comprendre son « mode d'emploi » est primordiale. Les médecins n'en sont pas responsables mais ils ne peuvent pas s'en dédouaner. Ils doivent aujourd'hui dire, sans polémique, ce qui est acquis et ce qui ne

l'est pas : par exemple les porteurs d'anticorps sont-ils réellement protégés ? Vraisemblablement oui, mais il sera important de le prouver et de dire aussi pour combien de temps.

### ***La responsabilité des économistes***

Les économistes ont aussi une responsabilité dont ils ne peuvent se défaire par rapport aux politiques. La plupart ont mis en avant depuis longtemps le rôle du marché, l'importance de la croissance, les bénéfices de la mondialisation, la nécessité de la mobilité des emplois. Ils ont oublié que les pertes sont dévastatrices et développent de l'anxiété, de la colère. Ils sont responsables d'une coupure avec la réalité vécue par les gens.

### ***Les peurs***

Nous avons tous des peurs, de la mort notamment, mais elles dépendent aussi du statut social ; les nantis ont peur de perdre ce qu'ils ont engrangé, les pauvres et les exclus de ne pas survivre.

Les pertes de confiance préexistantes (Fakenews, théories du complot et des mensonges d'État...) sont décuplées par la peur : la raison n'est plus une boussole et l'affect guide nos choix.

Avec le confinement, l'autre est une menace. On peut s'enfermer devant la télé ou avec les réseaux sociaux. Pourtant, nous avons besoin de nous relier dans la joie mais aussi dans la peine (aujourd'hui c'est impossible lors des décès avec l'arrêt des cérémonies funéraires). Le « Bonjour comment ça va », même s'il est convenu, est un lien.

## **La démocratie et les libertés**

### ***Le politique : gouverner autrement***

Ceux qui nous gouvernent ne savent pas toujours s'adresser au peuple. Ils parlent parfois comme à des enfants en dramatisant. Et dans une certaine mesure, nous finissons par nous comporter comme... des enfants.

Le dirigeant politique peut-il gouverner dans un monde de plus en plus médiatisé alors que beaucoup considèrent que toutes les paroles sont équivalentes et que les voix populistes sont de plus en plus écoutées ? Le politique devra apprendre à gouverner et à communiquer autrement : avec humilité et transparence en sachant dire, qu'en l'état actuel des connaissances, il n'a pas réponse à tout et oser dire que la politique n'est pas une science exacte, que parfois il peut se tromper et rectifier.

### ***Penser de nouvelles politiques pour l'après Covid-19 : plus jamais ça ? Le débat commence...***

Des contributions de tous ordres de la « société civile » se multiplient. Des ONG françaises et des syndicats ont signé un manifeste\* « *L'urgence d'un pacte social et écologique, il est nécessaire et possible de faire demain autrement pour donner à chacun le pouvoir de vivre* ».

60 parlementaires ont pris l'initiative d'ouvrir un débat collaboratif sur « L'après » pour repenser les politiques publiques. La convention citoyenne sur le climat (un peu oubliée alors qu'on en parlait beaucoup il y a quelques semaines) planche aussi sur un plan de sortie de crise.

Des sociologues et des philosophes, se référant à l'histoire, craignent que, dès que le virus aura le dos tourné, le règne des économistes succède au gouvernement des médecins. Le « système » a agrégé une

coalition puissante d'intérêts. Il pourra s'appuyer sur la peur du saut dans l'inconnu, par exemple celle d'une « grande récession », pour reprendre le dessus.

### ***Des scénarios pour l'après à suivre attentivement***

La revue « *Futuribles* » y consacre un dossier diffusé par le Conseil de développement\*\*. 4 scénarios sont décrits en indiquant leur probabilité : « sur le fil du rasoir », « cohésion internationale, pandémie maîtrisable », « la grande dépression », « le retour de flamme. » Ces hypothèses s'accompagnent de 3 micros-scénarios : « une pandémie installée et une catastrophe sanitaire globale », « des pays développés-forteresse en attendant un vaccin », « une pandémie maîtrisée à l'automne 2020 ».

Pour la France, 3 scénarios sont décrits : « débordement majeur du système de soins », « débordements chroniques régionaux de plus en plus atténués », « retour de flamme ». Pour la situation économique et sociale, 3 scénarios possibles : « économie de rationnement et de réquisition dans un contexte social dégradé », « une reprise partielle fortement limitée par les effets de la crise sanitaire », « le nouveau New Deal et reprise en V soutenue à partir de 2021 mais fortement dépendant des acteurs européens et internationaux ».

### ***Les libertés et les surveillances technologiques : le débat s'accélère et divise***

Comment arbitrer entre un effondrement prolongé de l'économie et une réduction accrue de nos libertés au nom de l'urgence sanitaire ? La suspension de la vie en commun est déjà une mesure violente grave d'assignation à domicile.

Qu'en sera-t-il demain avec les surveillances technologiques et la protection de la vie privée ? Avec la peur ambiante face aux virus, nul ne conteste le besoin de s'en remettre à l'État et peu de personnes contestent la suspension de certaines libertés. La peur passée, qu'en sera-t-il ?

L'intérêt d'une surveillance de l'épidémie avec les DATA progresse mais le sujet divise : un nouveau Big Brother ? Les DATA face à l'urgence sanitaire sont-elles indispensables ? Si la réponse du gouvernement est positive, l'État et le Parlement devront en justifier le bien-fondé, se donner des outils de contrôle et les faire rentrer dans le droit commun. Devons-nous changer de paradigme ? C'est pour la société française un débat fondamental que nous ne pouvons pas évacuer. Faute de débat démocratique, il y a un risque d'une « sécuritocratie » : le virus aurait alors réussi là où d'autres ont échoué.

Le gouvernement étudie ce suivi numérique sur la base du consentement. D'autres pays européens font de même. L'efficacité supposerait que 60 % des Français y adhèrent : est-ce réaliste quand les sexagénaires sont équipés de téléphones portables à 62 % et les septuagénaires à 44 % (pour mémoire les 18-24 ans à 98 %) ?

En Asie, le collectif prime sur l'individu : ce sont des racines culturelles historiques et nul ne se rebelle vraiment contre la surveillance numérique. Ce sont les informaticiens qui gèrent les épidémies avant les médecins. La Chine va plus loin avec un contrôle social systématique bien au-delà de la gestion d'épidémie : 200 millions de caméras enregistrent la vie quotidienne des Chinois (déplacements, achats, gestes de civilité...).

Le débat dépasse l'urgence sanitaire. Nos vies quotidiennes sont déjà sous surveillance. Des applications utilisent déjà les DATA pour des analyses statistiques. Pourquoi s'inquiéter d'un suivi possible avec les outils numériques alors que nous l'acceptons déjà massivement ? Google, Facebook, et bien d'autres analysent déjà nos comportements, et le plus souvent à des fins mercantiles. Les DATA sont déjà utilisés en urbanisme, sans référencement individuel néanmoins, et c'est ainsi qu'Orange a pu annoncer que 200 000 franciliens étaient partis en province dès le 17 mars en indiquant leurs destinations préférées.

## **Les masques, le confinement et le déconfinement : tout le monde s'en mêle**

### ***Le port généralisé ou non des masques : un enjeu autant politique que sanitaire, un débat qui enfle en France et au-delà***

L'obligation de porter un masque en France serait une révolution alors que sortir à visage découvert est une exigence républicaine de liberté. Souvenons-nous du débat sur le voile islamique. En Asie, il y a une culture différente avec la protection de la pollution et plusieurs longueurs d'avance avec l'apprentissage des épidémies passées depuis le SRAS.

### ***L'après confinement semble se rapprocher et le débat s'accélère mais tout le monde s'en mêle***

Depuis quelques jours, des signaux laissent à penser que l'épidémie n'explose plus, même si elle reste active. L'heure est-elle au déconfinement ? En parler accrédite dans l'opinion l'idée qu'il est proche avec un risque de relâchement des mesures de distanciation sociale.

Il y a encore trop d'inconnues sur le virus (modes de transmission, immunisation des personnes contaminées notamment asymptomatiques, fiabilité des tests...) pour décider dès à présent du déconfinement. L'OMS craint un fort rebond de l'épidémie avec un déconfinement hâtif. Dans les médias, des « sachants » donnent leurs recommandations mais de manière parfois contradictoire. Pour Édouard Philippe, la priorité reste de réussir le confinement d'autant que beaucoup de données sont encore inconnues. Il a chargé Jean Castex (ancien directeur de cabinet de Xavier Bertrand, ministre de la santé), dont c'est la seule et unique mission, d'organiser le processus de retour à la normale.

Le 7 avril, l'Académie de médecine, « société savante », a dévoilé ses recommandations pour sortir du confinement sans nouvelle flambée épidémique. Pour elle, il faut s'appuyer sur la géographie et non sur l'âge.

Quelle est la légitimité de l'Académie parmi tous les avis ?

La présidente de la commission européenne, Ursula von der Leyen, estime qu'il faudrait reporter à la fin de 2020 la fin du déconfinement pour les plus de 65 ans, sauf découverte d'un vaccin d'ici là. La Maire de Paris, quant à elle, propose un plan de sortie du déconfinement avec un « passeport d'immunité sanitaire ».

William Dab, ancien Directeur Général de la santé, dans le Monde du 11 avril, fustige la gestion de la crise par le gouvernement. Il préconise un commandement unifié de la gestion de la crise, de la clarté dans la gestion des masques et, qu'en priorité, les patients contagieux non hospitalisés soient placés en lieu fermé et éloignés de leurs familles. Il ne fait pas vraiment preuve d'humilité avec des positions qui pourraient ressembler à du « Yakafocou » par rapport aux avis approfondis et détaillés du comité scientifique. Cela ne contribue pas à un débat apaisé dans l'opinion et augmente encore plus les défiances de toutes sortes. William Dab a appartenu à plusieurs cabinets ministériels avant 2003 dont notamment celui de Jean-François Mattéi, ministre de la santé.

Le comité scientifique constitué auprès du gouvernement, présidé par le professeur Jean-François Delfraissy, a rappelé ([https://solidarites-sante.gouv.fr/IMG/pdf/avis\\_conseil\\_scientifique\\_2\\_avril\\_2020.pdf](https://solidarites-sante.gouv.fr/IMG/pdf/avis_conseil_scientifique_2_avril_2020.pdf)) que la réflexion sur la sortie du confinement est nécessaire mais la priorité demeure à sa poursuite. Dans un avis approfondi, le 2 avril, il dresse plusieurs constats et recommandations exigeantes qui couvrent un champ très large. Ils méritent d'être examinés dans le détail pour en débattre sérieusement. Il souligne en particulier :

- qu'avril restera très difficile pour le système de santé, notamment au niveau de la région Île-de-France
- l'intérêt de disposer d'indicateurs sociaux du confinement est indispensable

- l'importance de modifier la doctrine actuelle d'utilisation des tests afin d'en proposer une prise en charge élargie avec, en priorité, un dépistage RT-PCR élargi des personnels soignants et des suspicions d'infection dans les EHPAD ou les établissements médico-sociaux ainsi que dans les prisons, accompagné d'enquêtes séro-épidémiologiques de terrain en grand nombre pour déterminer le taux de pénétration du virus SARS-CoV-2 dans différents territoires
- que l'immunité collective n'est, pour l'instant, pas suffisante pour contrôler l'épidémie, car inférieure à 15 %, y compris dans les zones les plus touchées par la première vague de l'épidémie.

La sortie du confinement ne signifie pas que toutes les mesures de contrôle covid-19 seront levées. Elle vise à remplacer le confinement par des stratégies de contrôle de l'épidémie plus facilement supportables et moins coûteuses pour la société française. Elles seront amenées à évoluer en fonction de la situation épidémiologique et des avancées de la recherche.

## **La santé et son organisation en France**

### ***Une résilience remarquable des hôpitaux publics et privés en France***

La santé n'est pas un coût mais un investissement. Seul le dévouement des soignants, parfois le système D, sauve le système de santé de la banqueroute. Les héros de la 1ère ligne en « front office » (la communauté médicale) sont largement félicités ; un peu moins ceux de la 2e ligne en back office (les métiers essentiels qui font tourner la machine). Il y a aussi un héroïsme de l'ombre. Les professionnels de la mort sont des oubliés des hommages rendus. Les bons sentiments (par exemple applaudir les soignants) ne doivent pas nous dispenser de penser et d'agir.

### ***Une nouvelle démocratie sanitaire sociale***

La santé est un sujet politique qui nous concerne tous. Il faut dépasser les défiances envers les « gouvernants de tous genres » avec leurs impréparations et erreurs face à l'épidémie pour développer une réelle démocratie sanitaire. Il faut lutter contre le libéralisme sans oublier qu'il est d'abord en nous en ayant transformé nos modes de vie dont nous devons reprendre le contrôle.

Cette nouvelle démocratie sanitaire doit prendre en compte les conséquences psychosociales de l'épidémie (isolement et assignation à résidence, maltraitements et violences...) et les grandes disparités qui en résultent selon nos statuts.

### ***La réalité dramatique des EHPAD et notre rapport au grand âge***

#### ***Une politique du grand âge***

La situation des EHPAD nous amène à revoir notre rapport au grand âge d'autant qu'il constituera une part plus importante de la population demain. La frontière actuelle entre les secteurs hospitaliers lui donnant une priorité de fait et médico-social avec une fragilité structurelle n'a pas sa raison d'être. Une politique du grand âge devient indispensable.

#### ***Une mort choisie***

Les morts « clandestins » de la crise sanitaire dans les hôpitaux et les EHPAD, isolés de leurs proches, nous rappellent l'importance d'une mort choisie et accompagnée. Des lois récentes existent pour accompagner dignement une fin de vie choisie : faut-il aller plus loin, faire notamment reconnaître dans ce domaine l'importance de directives anticipées élargies ?

## *Les morts oubliés à domicile*

Au-delà des EHPAD, on ne connaît pas les morts à domicile dûs au covid-19. L'Inserm constate en mars un fort accroissement par rapport à l'année précédente, notamment dans les départements les plus touchés. Il faudra vraisemblablement attendre plusieurs années, comme lors de la canicule de 2003, pour en avoir une évaluation plus précise.

## ***Et les pays du Sud***

N'attendons pas l'arrivée de nouveaux traitements dont les pays du Nord et d'Asie pourraient bénéficier pour en négocier la mise à disposition dans les pays plus vulnérables du Sud. C'est maintenant qu'il faut convenir d'un partage des brevets à venir au nom de l'urgence sanitaire, d'autant plus que les entreprises concernées bénéficient de fonds publics importants pour les concevoir et les développer. C'est aussi l'intérêt d'une réponse mondialisée car les épidémies de l'avenir ne s'arrêteront pas aux frontières nord-sud.

## **L'économie et l'État**

### ***L'économie***

On dit que la vie n'a pas de prix mais les impacts économiques de la crise sanitaire lui en donnent un\*\*\*. Le choix de ne maintenir que les activités économiques essentielles est discutable : pourquoi ouvrir les tabacs et pas les librairies ?

L'économie est sous perfusion avec une récession (une rétractation) économique annoncée pour le premier trimestre 2020. C'est aussi le cas de l'Allemagne et des pays occidentaux : on attend avec inquiétude les résultats pour les prochains trimestres. C'est un choc économique dévastateur avec une spirale comparable à une avalanche dont seront victimes les plus vulnérables et dont le nombre risque d'être considérable.

L'évaluation du risque et sa gestion devront être au cœur des politiques publiques de demain mais aussi de celles des entreprises. Il faudra vérifier l'effet des mesures prises avant de les généraliser comme on le fait actuellement pour les médicaments.

### ***L'accélération du capitalisme numérique***

La crise est une accélération du capitalisme numérique. Elle n'a rien à voir avec les crises précédentes. En 2008, la crise est due aux produits financiers toxiques. En 2020, c'est une crise de l'économie réelle : l'État fait hiberner l'économie et en compense les conséquences par des mesures financières d'attente. L'État gagnerait à faire du sur-mesure, il a des outils pour cela (prélèvements à la source, TVA, charges sociales...).

La crise marquera un recul du capitalisme traditionnel recherchant à produire à bas coût de plus en plus loin. Pourrait émerger un capitalisme numérique (soins, loisirs, travail, formation ...) : est-ce la fin de la société postindustrielle ?

### ***Un gouvernement de salut public ?***

Face à une mondialisation brutale, la crise met en lumière le rôle indispensable de la Nation/État ; la conversion au patriotisme économique est-elle durable ? Maastricht touche à sa fin. Un gouvernement de



salut public pourrait marquer une recombinaison historique du libéralisme avec le développement d'une politique industrielle de souveraineté. Mais c'est à l'échelle de l'Europe qu'il faut la définir.

### **L'agriculture**

Déléguer notre alimentation au marché est-il raisonnable ? Il faut en reprendre le contrôle : la souveraineté alimentaire n'est pas négociable. L'alimentation n'est pas une marchandise tout-à-fait comme les autres, pas plus que les médicaments. Il faut revoir les accords de libre-échange avec une nouvelle lecture.

### **L'Europe**

Les réponses à la crise sanitaire et aux crises économiques et sociales à venir appellent des choix forts mais ils sont diversifiés à travers le monde.

L'Union européenne a rendez-vous avec l'histoire. L'intransigeance des dirigeants du nord de l'Europe pourrait être fatale à l'union européenne. Pays fondateur de l'Europe avec une culture europhile, l'Italie n'est pas conciliante avec les pays du Nord de l'Europe qui, après l'avoir laissée seule face aux migrants, l'ont laissée seule face au virus. Abandonnés par l'union européenne, les Italiens la jugeront durement si l'approche comptable demeure.

L'Allemagne a un rôle capital à ce sujet. C'est aussi son intérêt car elle profite d'un marché de 27 pays dont ceux du Sud. Au-delà des mesures financières importantes décidées par les 27, l'Union européenne doit inventer un plan audacieux pour reconstruire son économie.

Si nous ne gagnons pas tous ensemble, nous perdrons tous ensemble. Il faut sortir du chacun pour soi et de l'opposition entre la cigale (le sud) et la fourmi (le nord), assurer collectivement l'énorme charge de la crise pour aider les pays les plus touchés qui ont déjà une lourde dette publique. Souvenons-nous qu'en 1953 l'accord de Londres a supprimé en grande partie la dette allemande.

Mais tout évolue et de nombreuses personnalités politiques et médiatiques ont commencé à faire bouger les lignes.

L'union européenne décide le 9 mars de mobiliser 500 milliards de ressources pour accompagner les politiques publiques des 27 états qui la constituent sans conditionner les aides a priori. Un fond de relance économique est envisagé pour prendre en compte une profonde récession attendue en Europe ; la création de Coronabonds prônée par la France (obligations européennes) est encore en débat. C'est pour l'Allemagne et les pays nord un changement de pied dont il faut mesurer l'ampleur.

L'union européenne doit aussi concevoir une politique européenne de la santé, avec des outils pour une réelle coopération des États. Pour le moment, le « déconfinement » est désordonné.

La Suède a refusé le confinement et privilégié des mesures strictes de distanciation sociale sans dépistage massif ni recours explicite à une stratégie d'immunité collective : c'est une forme de sélection naturelle qui ne dit pas son nom. Elle fait confiance à la responsabilité personnelle (la vaccination n'est pas obligatoire mais 98 % des enfants sont vaccinés). Pour d'autres voix suédoises, la situation est difficile avec un système hospitalier faible (2,2 lits pour 1 000 habitants contre 6 France). La Suède stoppe l'utilisation de la chloroquine mais l'Italie la dope.

## Et dans le monde

Le FMI prévoit la pire récession économique depuis celle de 1929. Le pape François demande l'annulation de la dette des pays les plus pauvres fragilisés par la crise sanitaire mais aussi l'arrêt des sanctions internationales, notamment envers l'Iran. Il fait appel à la solidarité internationale et demande à l'Europe d'oublier ses égoïsmes.

Aux USA, rien ne prouve que le Coronavirus coûtera à Trump son réélection C'est paradoxal avec un système d'assurance inexistant pour plus de 20 millions d'américains et la perte en quelques jours de ce que les marchés avaient gagné ces dernières années. Aux États-Unis, quand on perd son emploi on perd sa protection sociale. Il n'y a pas de réelle politique de protection de l'emploi, le chômage partiel n'est pas développé : les entreprises privilégient les licenciements, parfois massivement. Les États-Unis ont la plus faible protection sociale des pays de l'OCDE.

Donald Trump, confronté aux ravages du covid-19, a habilement réagi dans l'urgence en entretenant la peur de la grande récession de 1929 et décidant de mesures d'aides directes aux familles et aux chômeurs dont la mise en œuvre est complexe car les outils ne sont pas opérationnels.

La Russie redoute dans les régions une flambée épidémique.

L'Asie (Chine, Corée du Sud, Hong Kong, Singapour, Taiwan, ...) semble maîtriser la crise sanitaire. Elle est confrontée depuis plusieurs décades à des épidémies mortelles, en avait fait l'apprentissage et tiré les conséquences. Les pays occidentaux, plus insouciant, ont pensé que cela ne les concernerait pas.

En Chine, sans reprise des exportations, l'économie sera à la peine. Le Pays vante les succès de sa gestion sanitaire mais masque le contrôle individuel totalitaire accru avec un système d'évaluation sociale individuelle à points imposé à la population. Par ailleurs, le nombre de cas de personnes contaminées « importées » augmente et fait craindre une 2e vague. La peur du rebond attise une xénophobie alimentée par la presse chinoise.

Le Japon, avec retard, a déclaré l'état d'urgence dans 7 régions dont celle de Tokyo. Il annonce une récession brutale et mobilise 915 millions d'euros pour en limiter les dégâts.

\* « Le pacte du pouvoir de vivre » <https://www.pactedupouvoirdevivre.fr>

\* Dossier Futuribles : à lire et télécharger ici :

<https://www.futuribles.com/fr/document/crise-du-covid-19-esquisse-de-scenarios-a-lhorizon/>

\*\*\* revoir à ce sujet le Questions Publiques avec François-Xavier Albouy, auteur du « Prix de la vie humaine » (Grasset)

<https://www.youtube.com/watch?v=K9ojE8FsQqw>